A la place de Yaël Braun-Pivet, je brûlerais le drapeau palestinien confisqué à Delogu devant l’Assemblée

écrit par Jeanne la pucelle | 10 septembre 2024

ZAKARIA ABDELKAFI / AFP

Le député LFI Sébastien Delogu aimerait récupérer le drapeau de la Palestine qui lui avait été retiré.

ZAKARIA ABDELKAFI / AFP

Le député LFI Sébastien Delogu aimerait récupérer le drapeau de la Palestine qui lui avait été retiré.

Gonflé, le Delogu ! Il brandit un drapeau qui n'a rien à voir avec la France dans le temple de la république française, et qui est même interdit, on le lui confisque, comme le ferait n'importe quel maître d'école qui verrait t un sale gosse jouer aux billes en classe ou tirer sur ses camarades avec un pistolet à plomb… et au lieu de baisser les yeux, de ne pas se faire repérer, il ose aller réclamer le dit drapeau. Inoui.

A la place de ***Yaël Braun-Pivet***, je prendrais le drapeau et irais en faire un feu de joie devant l'Elysée avec un plaisir non dissimulé !

Le député LFI Sébastien Delogu demande à Yaël Braun-Pivet de lui rendre son drapeau palestinien

Le député Insoumis, sanctionné en mai pour avoir brandi le drapeau de la Palestine dans l'hémicycle, demande à la présidente de l'Assemblée de lui rendre son étendard.

Par Marceau Taburet

POLITIQUE – La demande se veut « solennelle ». Le député de La France insoumise Sébastien Delogu a adressé ce lundi 9 septembre un courrier à la présidente de l'Assemblée nationale Yaël Braun-Pivet. Il lui demande de pouvoir récupérer le drapeau palestinien qu'il avait brandi dans l'hémicycle le 28 mai, et qui lui avait été retiré par les huissiers. Cet étendard, « symbole d'un peuple colonisé et massacré », « appartient à toutes celles et ceux qui luttent pour la dignité de l'être humain et contre l'oppression aveugle et barbare des plus violents sur les plus démunis », écrit le député.

À l'époque, s'afficher avec le drapeau de la Palestine lui avait valu la plus haute sanction prévue au règlement de l'Assemblée (censure avec exclusion temporaire de quinze jours). « J'ai effectué ce geste pour rendre aux Gazaouis, l'espace d'un instant, la dignité que le silence sur leur sort du gouvernement niait, justifie aujourd'hui l'élu des Bouches-du-Rhône. Je ne peux fermer les yeux sur les bombardements aveugles qui tuent chaque jour les civils, les femmes et les enfants de Gaza. »

Le symbole et la sanction

Si ce geste avait suscité l'indignation de nombreux députés siégeant sur d'autres bancs (notamment à droite et à l'extrême droite), plusieurs députés LFI, dont Alma Dufour, avait dit leur « fierté » de voir ce drapeau brandi dans un lieu aussi symbolique. Pourtant, cela reste en contradiction avec les règles fixées par l'Assemblée : l'article 9 de l'instruction générale du bureau proscrit en effet le recours à tout type d'objet en séance (graphiques, pancartes, documents, objets ou instruments divers).

Quelques jours plus tard, Yaël Braun-Pivet avait justifié la décision prise par le bureau de l'Assemblée, expliquant que « seuls deux drapeaux sont installés » derrière elle « de façon permanente ». « On ne peut pas brandir un drapeau,

sortir un paquet de pâtes de son sac ou encore un gilet jaune comme on a pu le voir par le passé », avait-elle aussi expliqué.

Au moment où Sébastien Delogu avait sorti de son sac ce drapeau, plusieurs pays dont l'Espagne, l'Irlande et la Norvège reconnaissaient l'État de Palestine. Ce que se refuse toujours à faire la France qui, par la voix de son ministre des Affaires étrangères Stéphane Séjourné, avait expliqué que ce n'était « pas le bon moment ». Le soir même, des milliers de personnes se réunissaient dans les rues de Paris, abasourdies par les images venant de Rafah, où un camp de réfugiés venait d'être bombardé par l'armée israélienne.

« Tout républicain, a fortiori tout humaniste, a le devoir d'agir et de briser ce silence qui nous déshonore, sur le génocide en cours, comme sur la colonisation », écrit aussi Sébastien Delogu. En pleine campagne des élections européennes, la catastrophe humanitaire à Gaza avait été un axe fort du discours des Insoumis, qui avaient mis au premier plan la juriste franco palestinienne Rima Hassan, désormais élue au Parlement européen. Le sujet demeure un de leur cheval de bataille. Ils étaient dans la rue le 8 septembre à Paris pour exiger un « cessez-le-feu immédiat ».

https://www.huffingtonpost.fr/politique/article/le-depute-lfi-sebastien-delogu-demande-a-yael-braun-pivet-de-lui-rendre-son-drapeau-palestinien_239377.html